

PASSÉ ET PRÉSENT DANS LA GUERRE DU MOZAMBIQUE

LES ENLÈVEMENTS PRATIQUÉS PAR LA RENAMO

L'année 1992 a correspondu au Mozambique à la seconde année d'une terrible sécheresse. Dans la province de Manica, dans les mois qui ont précédé l'accord de cessez-le feu entre le FRELIMO (Front de libération du Mozambique, au pouvoir) et la RENAMO (Résistance nationale mozambicaine) en octobre, nous avons assisté à un phénomène de migration de centaines de personnes des zones contrôlées par la RENAMO vers les zones gouvernementales. Ces gens, majoritairement des femmes et des enfants, avaient visiblement souffert de la faim et la plupart d'entre eux présentaient un état nutritionnel fortement dégradé.

Pourtant, lorsqu'à partir du mois de novembre 1992 il nous fut possible de nous rendre dans les zones RENAMO de cette même province (Pindanganga, Mavonde, Dombe, Macossa...), nous y rencontrâmes une situation quelque peu différente. La population avait certes souffert des conséquences de la sécheresse (malnutrition chronique, anémie, absence totale de réserves alimentaires...), mais leur état nutritionnel était néanmoins bien meilleur que celui des gens que nous avons vu sortir des mêmes zones un ou deux mois auparavant. Seule une explication d'ordre social pouvait expliquer de telles différences au sein d'une même population.

De fait, il apparut très clairement que les personnes ayant été le plus atteintes pendant ces deux années de pénurie étaient les personnes "déplacées" en zone RENAMO, celles qui ne se trouvaient pas sur leurs terres et dans leur groupe d'origine. Parmi celles-ci beaucoup avaient été enlevées par la guérilla pendant la guerre.

L'existence d'une stratification sociale entre les occupants "premiers" ou "légitimes" d'une terre (les *donos da terra*, maîtres de la terre) et les personnes ou groupes n'étant pas originaires de la même zone n'a rien pour nous surprendre : c'est un critère de hiérarchie locale encore extrêmement fort et la résistance à la politique de villagisation obligeant des groupes à se déplacer sur la terre d'autres groupes en a donné un bon exemple (GEFFRAY 1990). Il était donc normal de le voir reproduit (ou réactivé) dans les zones RENAMO où le mouvement de guérilla appuyait ses alliances avec la population sur le maintien de la tradition.

Ce phénomène révélait (ou plus exactement confirmait) la pratique d'enlèvements d'hommes, de femmes et d'enfants dans les zones gouvernementales pour les maintenir en captivité (ou pour certains en semi-captivité comme nous le verrons).

Malgré l'extrême diversité, selon les régions, des capacités militaires de la guérilla et de la nature de ses relations avec les populations locales, la pratique des enlèvements par le mouvement d'Affonso Dhlakama présente un caractère étonnamment permanent et généralisé à l'ensemble du territoire mozambicain même s'il reste pour l'instant, et vraisemblablement pour toujours, impossible à quantifier.

Les différentes explications couramment avancées : recrutement forcé dans les rangs de la RENAMO, volonté de contrôler le plus grand nombre possible de gens... , ne paraissent expliquer qu'une partie du phénomène. Il restait également à comprendre comment avaient vécu ces gens pendant leur période de captivité, et comment ils avaient pu quitter les zones contrôlées par la RENAMO juste avant l'accord de cessez-le-feu (dans ce cas précis cependant, l'exemple de la province de Manica ne peut apparemment être généralisé à toutes les provinces ; dans la province voisine de Sofala, politiquement plus sensible car la base centrale de la guérilla y est implantée, de tels mouvements de populations ne semblent pas avoir été autorisés par la RENAMO).

C'est donc la question des enlèvements opérés par cette organisation que nous voudrions aborder ici, afin d'en déterminer le sens réel.

LA GUERRE CIVILE CONTRE LES POPULATIONS FAVORABLES AU FRELIMO

Dans un précédent travail (LEGRAND 1993), j'avais montré comment cette guerre, caractérisée par la faiblesse des deux forces en présence qui réduisaient au maximum les affrontements directs, était surtout une guerre menée contre les populations de l'autre bord. Ne pouvant se saisir de la RENAMO, l'armée gouvernementale avait essayé de vider les zones occupées par celle-ci, entraînant comme ce fut le cas à Milange et Morrumbala en Zambézia une émigration massive vers le Malawi voisin.

Du point de vue de la RENAMO, une autre dynamique était également à l'œuvre liée à la nature du soutien que lui apportaient les populations locales. Dans le processus qui permit la transformation d'un groupe de mercenaires en mouvement de guérilla, la RENAMO s'était d'abord appuyée sur le rejet par les populations en majorité rurales de la politique mise en place par le FRELIMO à partir du Troisième Congrès de 1977, en particulier la politique agraire de création des fermes d'États et des villages communaux, la négation des structures d'autorité traditionnelles et l'interdiction de pratiquer religion et médecine traditionnelles. Mais au-delà de cette opposition à certains aspects de la politique du gouvernement, c'est sur des clivages beaucoup plus anciens que s'est appuyée la RENAMO. Ainsi, la politique de "développement" (urbain, centré sur les grandes exploitations, favorisant la promotion des "créoles"...) adoptée par le FRELIMO continuait à favoriser les populations urbaines au détriment des populations rurales et à maintenir dans leur marginalité des populations qui avaient déjà été négligées par l'État colonial portugais : les populations

du Nord par rapport à celles du Sud, les populations de l'intérieur par rapport à celles du littoral et, comme l'a montré Geffray, au sein d'une même unité géographique les groupes marginalisés par les Portu-gais par rapport à ceux qui avaient bénéficié d'un minimum d'éducation.

Aussi la guerre moderne entre la RENAMO et le FRELIMO, expression de la guerre froide dans un contexte régional riche de conflits, est-elle aussi l'occasion pour les populations d'exprimer d'autres conflits, internes cette fois-ci. C'est pourquoi cette guerre, n'en déplaise aux exégètes du FRELIMO, est avant tout une guerre civile, non tribale et qui nécessitait d'identifier préalablement alliés et ennemis. C'est ce à quoi procédait la RENAMO lors de ses premières attaques sur un village, ne s'en prenant qu'aux repré-sentants directs de l'État et tentant de convaincre les populations de retourner vivre dans leurs anciennes zones d'habitat ; ce n'était qu'en cas de refus de la population que celle-ci était finalement identifiée comme ennemie et devenait la cible de ses attaques.

Néanmoins, si ce processus de réactivation de conflits sous-jacents plus anciens et sûrement plus fondamentaux permet de comprendre pourquoi est apparue au Mozambique une violence primaire comparable à celle qui se développe dans des conflits d'inspiration tribale, il ne permet de comprendre que très imparfaitement le recours aux enlèvements qui s'inscrit pourtant dans cette logique de violence. En termes plus clairs, pourquoi était-il nécessaire de recourir à l'enlèvement lorsqu'il eût été bien plus simple de procéder à l'élimination directe des personnes ?

Pour avancer quelques éléments de réponse, il convient d'approfondir la question de la base sociale du recrutement des combattants de la RENAMO et de la place occupée par les personnes enlevées dans la structure sociale des communautés en zone RENAMO. La connaissance du passé de la région nous servira de fil conducteur.

VICTIMES, MERCENAIRES, GUÉRRILLEROS OU CASTE DE GUERRIERS ?

Abordons tout d'abord la pratique de l'enlèvement des hommes. Cette pratique a longtemps servi à expliquer le gonflement des effectifs de la RENAMO au début des années 1980 ; outil de propagande gouvernementale, ayant pour principal objectif de nier le développement, sur l'ensemble du territoire national, du mouvement de guérilla, elle a souvent été présentée de manière caricaturale : la RENAMO n'aurait ainsi été composée que d'un noyau de mercenaires financés par l'Afrique du Sud, entourés d'hommes enrôlés de force par d'autres hommes enrôlés de force. L'argument trouvait son poids dans le fait qu'il s'appuyait sur des faits authentiques, à savoir que la RENAMO procédait à des enlèvements en zone gouvernementale et qu'une partie de ces otages était effectivement enrôlée de force dans les troupes de la RENAMO. La faiblesse méthodologique de certaines études comme le rapport Gersony ont également contribué à répandre cette idée.

Mais c'est là faire fi des mécanismes d'intégration sociale et de cette "culture de la violence" (WILSON 1992) propres à la RENAMO. Il convient de situer le problème du recrutement militaire dans le contexte de la crise généralisée engendrée par cette guerre durant laquelle, pour de nombreux

jeunes gens, l'accès à un statut social ne pouvait se faire qu'à travers l'acquisition du statut de combattant.

En zone rurale, la guerre semble avoir profondément perturbé les mariages, dont l'une des fonctions demeurait l'accession au statut d'adulte. Deux mécanismes permettaient à un jeune homme de se marier : soit de façon traditionnelle en se mettant au service des parents de sa promise pour travailler dans leurs champs, méthode aujourd'hui fortement dévaluée du fait de ses connotations serviles ; soit en payant la dot avec l'argent gagné au cours d'un travail migrant. Or la guerre a fortement perturbé les activités agricoles et les procédures de transmission de droits sur la terre, comme le contexte politique et économique régional a radicalement réduit l'accès aux emplois migrants ou agricoles saisonniers.

Ainsi, alors que l'accession à un statut social dans la société villageoise se trouvait fortement perturbée, voire bloquée, dans le même temps la RENAMO développait le statut privilégié de guerrier.

En effet, la RENAMO a clairement développé le projet de faire une aristocratie guerrière de ses combattants, jouissant d'un statut nettement différencié de celui du reste de la population. Les combattants de la RENAMO, au-delà de leur extrême pauvreté logistique, ont systématiquement marqué leur différence à l'égard du reste de la population. Cela s'est traduit sur le plan géographique par l'organisation des "bases" dont l'accès était interdit aux populations ; cela s'est également traduit sur le plan politique par une distance toujours plus grande entre les aspirations des populations et le comportement de l'organisation armée.

Si l'on reprend la genèse de la RENAMO, il apparaît que, créée et soutenue par les services secrets rhodésiens puis sud-africains qui l'utilisaient comme un groupe mercenaire au service de leur politique, le mouvement a su développer sa propre logique en transcendant sa condition de troupe mercenaire et devenir un véritable mouvement de guérilla. Mais pas n'importe quel type de guérilla ; loin de représenter les intérêts des populations rurales en rupture avec le FRELIMO, la RENAMO s'est transformée en "un corps social armé profondément enkysté dans le tissu social mozambicain en zone rurale" (GEFFRAY 1990).

Le cas de ces mercenaires qui en viennent à développer leur propre organisation sociale, qui vivent sur le dos des paysans mozambicains soit en prélevant un impôt en nourriture (le *mussoco*) soit en razziant purement et simplement des zones considérées comme ennemies nous renvoie à l'exemple historique des *chikundas*.

Les *chikundas* étaient les esclaves-soldats des "*senhores*" de *prazo* de la vallée du Zambèze. Les *prazos*, au départ concessions de terres accordées par la Couronne portugaise, ont peu à peu pris leur propre autonomie d'États secondaires. Au service de leur maître, les *chikundas* constituaient une caste de guerriers dont la condition était souvent plus enviable que celle des paysans libres, en particulier en période de crise. Leur organisation de type militaire leur permettait de s'adapter aux circonstances les plus difficiles et bien souvent de survivre à leur maître (ainsi pour la République militaire de la Maganja da Costa). Ils ont également constitué la base de nouveaux groupements tribaux (les *A-Chikunda*).

Derlugian (1989 : pp. 95-96), dans son analyse de la guerre au Mozambique, fait remarquer :

"Il faut noter comme particulièrement important pour mon modèle de violence armée au Mozambique postcolonial la tendance à l'apparition, dans un contexte de crise sociale précoloniale, des classes archaïques sous la forme de castes de guerriers professionnels dont l'identité ethnique avait été aliénée (cas des *Mabulundlela* de l'empire de Gaza) ou même détruite (cas des *achicunda* de la vallée du Zambèze). Ces castes n'étaient pas à proprement parler des classes mais plutôt des communautés (ou collectivités). Des communautés de guerriers-captifs étaient asservies au profit d'un propriétaire de *prazo da Coroa* dans la vallée du Zambèze, ou d'un lignage dominant à Gaza. Cela créait des relations de domination-subjugation antérieurement inexistantes qui, à leur tour, ouvraient la voie à des groupes de puissance et à des moyens d'exploitation des communautés agricoles dépendantes, qualitativement nouveaux".

Il ne convient pas de simplifier à l'extrême la comparaison et de faire de la RENAMO la réincarnation de ces armées de *chikundas*. Néanmoins, il est frappant de constater à quel point la RENAMO a, sans nécessairement le conceptualiser, repris à son compte l'organisation, le mode de recrutement, l'idéologie guerrière et les comportements prédateurs vis-à-vis des populations rurales des soldats-esclaves des *senhores de prazo*. Plus qu'un hasard, il faut vraisemblablement y voir, face à des conditions historiques comparables, l'adoption de modèles adaptés et qui de plus avaient été, d'une certaine manière, gardés en mémoire.

Si le choix de la RENAMO se portait souvent sur l'enlèvement de jeunes adolescents, c'est aussi parce qu'il était beaucoup plus facile de créer chez eux un véritable sentiment d'appartenance au groupe constitué par les soldats de la RENAMO. Cela se pratiquait au moyen d'une initiation violente faisant à la fois appel à la douleur (souffrances infligées à la recrue) et à une rupture radicale avec son environnement intellectuel. Pour certains, la simple rupture avec le groupe d'origine suffisait ; pour d'autres, il convenait de passer par une transgression majeure des valeurs transmises pendant l'enfance : mutilation ou meurtre d'un proche, incendie de la maison familiale... ; une violence de rupture qui présentait également l'avantage d'avoir un impact très fort sur l'ensemble des populations.

Valorisation des valeurs guerrières, sentiment d'appartenance à un groupe particulier, accession à un statut social privilégié : la voie était de fait toute tracée pour la plupart des jeunes gens en zone RENAMO, et nombreux étaient ceux qui aspiraient à intégrer une telle élite. Il semble d'ailleurs que tous n'étaient pas admis. Un phénomène similaire se produisit en zone gouvernementale avec l'apparition du mouvement *Naprama*. Dans les zones rurales où il a opéré, tous les jeunes gens se joignirent au mouvement au moment où il était au faite de sa puissance et de sa renommée.

La pratique des enlèvements ne peut donc s'expliquer uniquement par la nécessité de procéder à de nouveaux recrutements. À la limite, si l'intégration de jeunes captifs, plus malléables, plus à même de s'identifier totalement au groupe et de développer une idéologie élitiste, ne pouvait que faciliter la constitution d'une caste guerrière, la RENAMO pouvait se passer de ce type de recrutement forcé sans souffrir de déficit en hommes.

Ainsi, l'ensemble des adolescents mâles qui étaient enlevés n'étaient pas tous intégrés au sein de l'armée ; beaucoup connaissaient le sort commun aux personnes enlevées et étaient confiés à une famille en zone civile RENAMO.

De plus, ce n'était pas seulement des adolescents et des hommes qui étaient enlevés mais des représentants de l'ensemble de la population, sans distinction excessive d'âge, de sexe et de condition. Nous sommes donc bien là en face d'un phénomène plus complexe.

ÉPOUSES SECONDAIRES, ESCLAVES-DOMESTIQUES OU PRIX D'UNE ALLIANCE ?

L'enlèvement de femmes et d'enfants relève d'une problématique différente qui a des implications militaires, économiques, sociales et politiques.

Tout d'abord, il convient d'aborder la question du point de vue militaire. Cette pratique des enlèvements s'inscrit dans l'utilisation générale que la RENAMO faisait de la violence. Le développement d'une violence apparemment aveugle, incompréhensible, permit à la RENAMO, avec de fait fort peu d'hommes et de moyens, d'avoir un impact maximum sur les populations visées de manière à paralyser à la fois leur capacité de résistance et leurs activités économiques courantes. L'enlèvement indistinct de femmes et d'enfants contribua à atteindre l'objectif visant à vider totalement certaines zones et à restreindre l'influence du gouvernement pendant près de dix ans aux seules zones urbaines.

Les avantages sexuels de telles pratiques pour les combattants de la RENAMO ne suffisent pas non plus à expliquer un tel phénomène. Si les violences sexuelles n'étaient pas exclues, elles ne présentaient aucun caractère systématique : nous avons pu interroger des jeunes femmes retenues captives pendant plusieurs années n'ayant jamais subi la moindre violence sexuelle. De plus, l'isolement volontaire dans lequel vivaient les soldats de la RENAMO (les femmes n'étaient, en général, pas autorisées à séjourner dans les bases) ne justifiait pas le maintien en détention de captives pour de longues périodes ; si des cas de maintien de force de concubines ont pu être relevés, il s'agissait de relations personnelles qui ne peuvent en aucun cas expliquer le phénomène en entier.

Une approche des modalités concrètes de vie des personnes captives nous permettra d'aborder quelques autres hypothèses.

Dans les zones contrôlées par la guérilla, l'administration des populations était confiée aux *fumo* (chefs de village traditionnels). Ceux-ci avaient la charge de collecter le *mussoco*, l'impôt en nourriture destiné à la RENAMO, et servaient d'intermédiaires entre celle-ci et les populations ; en particulier, c'est à eux que la RENAMO confiait la garde des femmes, des enfants et parfois d'hommes capturés lors d'opérations dans les zones gouvernementales. Leur rôle consistait alors à répartir ces captifs entre les foyers d'habitation, où ils étaient traités en dépendants.

Or l'histoire du Mozambique au cours des cent cinquante dernières années est pleine de pratiques comparables. Un premier parallèle peut être cherché dans les formes traditionnelles du clientélisme dans cette région de l'Afrique tel qu'il se pratiquait du dix-septième au début du vingtième

siècle. Nous utilisons ici le terme de client dans le sens qui lui était donné au Moyen-Âge européen, celui d'un individu attaché à une personne ou à une famille par un ensemble de droits et d'obligations. M. Newitt, dans son ouvrage sur l'histoire du peuplement portugais dans la vallée du Zambèze, décrit plusieurs formes de clientélisme. Tout d'abord, il nous montre comment ce mode de relations se développait essentiellement en période de crise : lors des multiples guerres qui ont ravagé la région ou lors de l'intensification du trafic d'esclaves au XIX^e siècle. Lorsqu'une femme recherchait la protection d'un homme important, il lui suffisait de s'introduire dans la maison de celui-ci et de briser un petit objet : elle se trouvait alors en position de dette vis-à-vis de cette personne, en position de dépendance qui la mettait à son service comme épouse secondaire ou comme servante et lui permettait d'en recevoir en retour nourriture et protection.

Il existait une autre forme de clientélisme qui fut longtemps confondue avec l'esclavage : un homme se mettait au service d'un riche ou d'un puissant en échange de sa protection. C'était

"un moyen de créer une 'famille artificielle' lorsque les liens de parenté biologiques avaient démontré leur inefficacité à constituer une forme adéquate de protection et de soutien en temps de crise" (NEWITT 1973 : p. 191).

C. Geffray dans son étude sur les structures familiales précoloniales dans la société matrilineaire en pays macua nous décrit le statut des *épotha*, enfants ou jeunes femmes raptées dans des villages éloignés et qui vendues ou attribuées à un homme soit devenaient les épouses-captives, soit étaient intégrées comme sœurs ou nièces dans le lignage.

"L'intérêt pour un chef de lignage de l'achat ou du rapt d'une femme pour l'épouser consiste sans doute dans la constitution, parallèlement à ses alliés libres (les lignages vivant sur les terres voisines où vont se marier les hommes et d'où viennent les époux des sœurs et nièces), d'une réserve d'alliés politiquement soumis, vivant sur ses terres. De ce point de vue, les *épotha* sont des dépendants avec lesquels il est possible de se marier dans des conditions particulièrement avantageuses, permettant la réalisation d'un transfert en surtravail de la petite lignée soumise vers le lignage raptant" (GEFFRAY 1984 : p. 8).

Pour se rapprocher de la zone culturelle ndau, ethnie dominante au sein de l'état-major de la RENAMO, notons le cas très proche des *mhondwa* ou *mpondwa* ; à la fin du XIX^e siècle dans la vallée du Zambèze, il était de tradition qu'une personne (et plus particulièrement une femme) trouvée à errer sans protection sur des terres qui lui étaient étrangères devienne "légalement" l'esclave de celui qui la trouvait ou soit attribuée au "chef" comme épouse-captive (BEACH 1989 : pp. 14, 66).

Enfin, décrivant la société matrilineaire mang'anja, Vail démontre que dans des situations où n'existaient pas de conflits quant aux terres, du fait de leur relative abondance, la principale contrainte s'exerçant sur la production de biens alimentaires était la limite en main-d'œuvre :

"Plus l'unité domestique était grande et plus elle pouvait produire de nourriture et ainsi plus elle disposait de surplus pour le commerce. En plus des schémas normaux de résidence et de mariage,

il était devenu habituel pour les hommes d'acquérir des femmes "esclaves" qui travaillaient en échange de leur protection. [...] Cette pratique semble avoir été établie avant la traite des esclaves. Il y avait toujours des femmes laissées dans le plus grand dénuement par les événements, et il y avait des avantages certains pour un homme à devenir leur propriétaire" (VAIL 1989 : pp. 33-34).

Ces exemples historiques nous mettent sur la voie de plusieurs explications au phénomène des enlèvements : au-delà de la RENAMO, il représente un avantage certain pour les populations, qui bénéficient d'une part d'un appoint non négligeable en force de travail, et d'autre part de l'accès à des épouses-captives potentielles.

D'un point de vue économique, la pratique des enlèvements participerait de cette politique d'autarcie mise en place au sein de ses zones par la RENAMO – une politique à la fois imposée par les circonstances, mais en même temps volontairement développée car ayant pour effet de renforcer la capacité de l'organisation à s'autonomiser par rapport à ses soutiens étrangers et de moins dépendre d'approvisionnements logistiques irréguliers. Dans une telle société fermée, dépourvue d'innovation technique ou d'apports extérieurs (engrais, semences améliorées...), seule l'augmentation de la main-d'œuvre humaine permettait d'augmenter les surfaces cultivées et la production.

Néanmoins, il ne faut pas surestimer les besoins vivriers de la guérilla. À l'exception des deux dernières années de sécheresse, au moins dans tout le Mozambique central il y a eu peu de problèmes alimentaires dans les zones de la RENAMO, ne serait-ce que parce que celle-ci s'était volontairement implantée, aussi souvent que possible, dans les zones les plus fertiles (cela vaut surtout pour le Centre et le Nord du pays). De toute façon, l'exploitation de la force de travail des personnes captives ne fut jamais systématique ; c'était simplement une possibilité ouverte par leur condition de dépendants. De plus, lorsqu'il y avait exploitation de la personne captive, cela n'était pas au profit de la RENAMO, mais au profit direct de l'unité domestique au sein de laquelle elle avait été placée. C'est pourquoi, quelle qu'ait été l'ampleur du phénomène, on ne peut parler d'esclavage (qui implique permanence et renouvellement des rapports d'exploitation) mais bien plutôt d'asservissement individuel.

D'un point de vue social, une fois placés dans leur famille d'adoption, les captifs intégraient clairement ce statut de dépendant, d'"esclave-domestique" (avec les réserves mentionnées quant à l'utilisation d'un tel terme) tel que nous l'avons décrit à l'aide d'exemples historiques de la région. À partir de là, leurs conditions de vie allaient fortement dépendre de leur aptitude à s'intégrer au sein de cette unité domestique, en terme de participation ou de résistance dans l'accomplissement des tâches, souvent subalternes, qui leur étaient confiées, et d'acquiescement au statut qui leur était assigné.

Pour les femmes et les jeunes filles, il est clair que l'enjeu se situait entre accepter de devenir une "épouse secondaire" du maître de maison ou rester une "servante-esclave". En acceptant de devenir épouse-secondaire, une femme acquérait un statut souvent bien inférieur à celui de la ou des autres épouses, du fait de l'absence de parents à même de la protéger ; néanmoins, elle avait par là une possibilité d'être mieux traitée et d'améliorer sa condition. Aussi, il semble que beaucoup de femmes captives se soient

résignées à une telle stratégie de survie et il n'est pas rare que dans certaines zones RENAMO, les chefs de famille aient eu jusqu'à dix épouses (1).

Dans le cas où la personne ne trouvait pas à s'intégrer à l'unité familiale par le biais de la parenté, elle se trouvait alors dans un statut bien plus fragile et précaire ; C. Geffray, nous en donne d'ailleurs un excellent exemple en la personne de Haya Suluhu (GEFFRAY 1990 : pp. 136-147). Mais surtout en cas de crise alimentaire, comme au cours de la sécheresse de ces deux dernières années, ces personnes se retrouvaient sans soutien, leurs conditions de vie se détérioraient, et ce sont bien elles, à l'automne 1992, que nous voyions sortir en si piteux état des zones RENAMO.

Là encore, le parallèle historique est évident :

"Lorsque le rapt n'est suivi d'aucun règlement le régularisant par un mariage, la femme raptée, soustraite à son milieu originel, privée de l'arbitrage qui permettrait l'intervention de sa famille, sans droit sur sa progéniture, affectée de surcroît à la production agricole et aux tâches ménagères, la femme apparaît comme la préfiguration de l'esclave" (MEILLASSOUX 1986 : pp. 31-32).

Il est même trop évident pour qu'il ne corresponde pas directement à la réactivation de processus sociaux anciens destinés à répondre à des situations de crise : menace sur la survie du groupe par un déficit en femmes, besoin de substituer au système familial, lorsque celui-ci se montre incapable de protéger ses membres, un nouveau système de relations garan-tissant l'intégration et la protection de nouveaux éléments, comme cela avait été rendu nécessaire à l'époque des grandes razzias esclavagistes... On se trouve donc confronté, dans une situation de crise, à un processus de réification des femmes (WRIGHT 1993). Dans des zones où ne circulait plus le moindre bien de consommation, l'expression de la stratification sociale interne ne pouvait plus s'exprimer que par le nombre de dépendants qu'un homme important regroupait autour de lui.

Enfin, les enlèvements pratiqués par la RENAMO correspondaient à une démarche politique de la RENAMO vis-à-vis des populations rurales avec lesquelles elle était alliée. Ce qu'il convient de bien saisir dans ce cas, c'est que l'enlèvement de personnes en zones gouvernementales pour les remettre aux mains des chefs de famille vivant en zone RENAMO n'était pas qu'une simple solution trouvée à un problème de gestion de prisonniers. Au contraire, s'il y eut tant d'enlèvements, c'est justement pour permettre le renouvellement et le renforcement des alliances passées entre la RENAMO et les chefs des populations locales. Au travers de la remise de "dépendants" aux dirigeants des populations abritant sur leur territoire les forces de la RENAMO, celle-ci offre à ses alliés (hommes en général, et chefs traditionnels en particulier) à la fois le seul "bien" disponible, mais également un surcroît de main-d'œuvre et enfin et surtout la possibilité de renforcer leur autorité sur leur unité domestique en y adjoignant des éléments qui ne dépendent que de leur seule autorité. Par exemple, dans le contexte des sociétés matrilineaires du nord de la province de Zambézia, où le conflit entre mari et femme pour le contrôle des enfants est permanent, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une armée dont l'état-major est issu d'une

(1) Cf. entrevue avec un responsable du CICR (Comité international de la Croix Rouge) après sa visite dans une zone RENAMO, *The Times*, 21 mars 1991.

société patrilinéaire ait pris d'une certaine manière fait et cause pour le groupe des hommes, trouvant par là même un terrain d'alliance "objectif" avec eux.

CONCLUSION

La question des enlèvements pratiqués par la RENAMO qui sont un processus complexe, ne peut se réduire à un seul niveau d'explication. Des facteurs d'ordre militaire, d'ordre politique interne aux zones RENAMO et d'ordre politique dans l'affrontement avec le FRELIMO sont en jeu.

D'une part, les enlèvements ont concouru à propager la terreur qui servit de stratégie militaire à la RENAMO depuis l'échec de son offensive de 1986. Ils obligèrent les populations des zones tampons ou des zones gouvernementales à fuir les régions rurales que ne contrôlait pas la RENAMO.

Les enlèvements permirent également à la RENAMO d'atteindre un autre objectif tout aussi important : celui d'alimenter et de renforcer son alliance avec les chefs des populations qui vivent dans les territoires qu'elle contrôle. À défaut de pouvoir leur fournir les biens de consommation qui leur manquent, la RENAMO leur fournit un contingent de personnes soumises, éloignées de leurs groupes familiaux et qui leur permettent de renouer avec des stratégies de renforcement des unités domestiques qui correspondent encore la plupart du temps à la plus petite unité du lignage.

La fourniture de femmes, d'enfants et d'hommes dépendants aux unités domestiques qui appuient la RENAMO avait également comme objectif de pérenniser l'alliance qui les liait à la RENAMO. L'intégration et le maintien de ces dépendants au sein des unités domestiques impliquait que la zone où de telles pratiques avaient lieu reste en permanence sous le contrôle de la RENAMO. Cela a pu accessoirement servir de frein aux tentatives de renversement d'alliances lors des périodes de revers militaires ou de plus grande tension sociale au sein des zones RENAMO (violence, pénurie, famine, maladie...).

Accessoirement, cet appoint de population permet également de renforcer la production agricole dans le but d'approvisionner la RENAMO (voire la commercialisation de certains excédents dans les pays limitrophes).

Enfin, les enlèvements font partie de cette guerre civile qui oppose deux mondes : la guerre dirigée par la RENAMO fut aussi celle menée par les différents groupes marginalisés de la société contre la portion "assimilée" à l'État.

Ce "système", il faut bien le comprendre, ne s'est mis en place qu'après de nombreuses tentatives d'ajustement au niveau local entre l'organisation armée et les populations locales. En ce sens, la pratique des enlèvements ne conduit ni à l'enrôlement systématique des hommes et des adolescents dans les troupes de la RENAMO, ni à une exploitation sexuelle systématique des femmes, pas plus qu'à une exploitation systématique de la force de travail des captifs. Ce fut parfois le cas, et ce en conséquence directe du statut de "dépendants" de ces personnes. De même que, s'il y a une volonté d'augmenter la population placée sous l'autorité de la guérilla, il n'y a pas prémisses d'une politique planifiée d'accumulation des populations sous la bannière de la RENAMO, comme cela a parfois été présenté.

Bien évidemment, le phénomène s'est développé sur une période trop courte pour permettre sa cristallisation. Au moins deux ou trois générations étaient nécessaires pour permettre l'intégration des femmes captives au sein des systèmes de parenté à une époque où n'existait pas de contre-modèle, (l'opération étant encore plus longue et délicate pour ce qui concerne l'intégration des hommes (MEIERS-KOPITOFF 1977).

Aussi n'est-il pas étonnant que, lorsque la perspective de la fin de la guerre était en vue en août-septembre 1992, toutes les personnes qui s'étaient mal intégrées au sein des unités domestiques dans les zones RENAMO aient manifesté le désir de s'en aller. De même, il semble logique que dans la perspective d'une ouverture prochaine de la zone, et afin de réduire les tensions sociales créées par la situation de pénurie consécutive à la sécheresse, les chefs des unités domestiques, vraisemblablement en accord avec la RENAMO, les aient autorisées à partir.

Après de longs mois de tergiversations, et sous la pression de la communauté internationale, en particulier des États-Unis qui en avaient fait une pré-condition au voyage de Dhlakama dans leur pays en juin 1994, la RENAMO a finalement décidé de reconnaître l'existence d'enfants-soldats dans ses rangs. Depuis la fin des hostilités, près d'un millier d'entre eux restaient confinés dans les bases militaires de la RENAMO dont ils composaient, après le départ des hommes vers les centres de démobilisation, l'essentiel de la population avec quelques soldats mutilés et des femmes-soldats. Ce déblocage politique permit la mise en place, avec l'aide d'organisations internationales (CICR, *Save the Children Fund*, UNICEF), d'un programme visant à réunir ces enfants à leurs familles après les avoir évacués des bases militaires. Au Mozambique, à la différence d'autres pays africains comme le Libéria, ces enfants ont été bien reçus par leurs familles et leurs communautés villageoises d'origine : des rituels de purification ont été organisés à leur intention, du moins en zone rurale, et pour ceux qui présentaient des troubles du comportement ou du sommeil, des traitements appropriés ont été administrés par les médecins traditionnels, les *curandeiros*, avec, pour ce qui concerne les troubles du sommeil, un résultat probant. Même si un tel travail de réunification est long et très onéreux dans un pays qui a connu de vastes mouvements de populations ces quinze dernières années et reste infesté de mines compliquant les déplacements dans certaines zones, la plupart de ces enfants sont maintenant au sein de leurs familles.

Le problème des enfants-soldats a finalement occulté le problème des autres catégories d'enfants et d'adultes enlevés par la RENAMO. Si l'on reprend la pratique des enlèvements d'enfants, il apparaît qu'au hasard des circonstances locales, ceux-ci étaient soit canalisés vers la base militaire soit confiés à une famille civile en zone RENAMO. Le processus de réintégration dans leur famille d'origine de cette dernière catégorie d'enfants est finalement beaucoup moins avancé que celui des enfants-soldats. À cela deux explications. D'abord, et malgré les efforts du CICR en ce sens, parce que le problème ne put être traité dans sa globalité et à un niveau politique avec la RENAMO mais dut être abordé presque cas par cas ou du moins zone par zone ; c'est une information importante à considérer lorsque l'on veut entrer dans le détail des relations entre la RENAMO et les populations civiles. Ensuite, parce que la résistance des familles de substitution qui avaient acquis ainsi une main-d'œuvre domestique à bon

compte s'est avérée très forte, en particulier dans les zones isolées. Seule l'ouverture de ces zones au monde extérieur permettra de résoudre définitivement le problème.

La situation actuelle des femmes enlevées par la RENAMO reste très mal connue. Nous savons fort peu de choses sur les conditions de leur réintégration dans leur zone d'origine. De même, il semble qu'un certain nombre de femmes qui avaient opté pour le statut d'épouses-secondaire sont restées dans leur famille "d'adoption", où elles ont trouvé place (aussi dévalorisée soit-elle) et protection. Des études ultérieures nous permettront de savoir si cela représente un nombre important de femmes et quel sera leur statut et celui de leurs enfants dans le Mozambique de demain.

Novembre 1992 - Octobre 1994, Maputo
Jean-Claude LEGRAND

BIBLIOGRAPHIE

- BEACH, D.N. (1989), *Mapondera, 1840-1904*, Harare, Mambo Press, 96 p.
- DERLUGIAN, G. (1989), "Les têtes du monstre : du climat social de la violence au Mozambique", *L'Année africaine*, Bordeaux, 1989, pp. 89-127.
- GEFFRAY, C. (1984), *Structure lignagère, économie domestique et développement rural du Eráti ; Rapport n° 1 : Structures précoloniales*, Maputo, Département d'archéologie et d'anthropologie, Université Eduardo Mondlane, 37 p., multigr.
- GEFFRAY, C. (1990), *La cause des armes au Mozambique. Anthropologie d'une guerre civile*, Paris, CREU-Karthala, 256 p.
- LEGRAND, J-C. (1993), "Logique de guerre et dynamique de la violence" *Politique Africaine*, n° 50, juin 1993.
- MEIERS, S. & KOPITOFF, I., eds. (1977), *Slavery in Africa*, Madison, University of Wisconsin Press.
- MEILLASSOUX, Claude (1986), *Anthropologie de l'esclavage. Le ventre de fer et d'argent*, Paris, PUF, 375 p.
- NEWITT, M.D.D. (1973), *Portuguese Settlement on the Zambezi. Exploration, Land Tenure and Colonial Rule in East Africa*, Londres, Longman, 434 p.
- VAIL, Landeg (1989), *Magomero ; Portrait of an African Village*, Cambridge, Cambridge University Press, 271 p.
- WILSON, Ken (1992), "Cults of Violence and Counter-Violence in Mozambique" *Journal of Southern African Studies*, vol. 18, n° 3, pp. 527-583.
- WRIGHT, Marcia (1993), *Strategies of Slaves and Women. Life-Stories from East-Central Africa*, Londres, Lian Barber Press - James Currey, 238 p.